

LES RACINES DU RISQUE FATAL CHEZ CREDIT SUISSE

L'historien Sébastien Guex analyse l'effondrement de la banque, soulignant «qu'on paie la soif de risques et une culture pourrie, typique d'une place financière depuis toujours attirée par l'argent sale»



Le rachat de Credit Suisse par UBS a été effectué en bénéficiant du soutien du Conseil fédéral et de la BNS à hauteur de 259 milliards de francs.

OLIVIER VOGELANG

Propos recueillis par Federico Franchini

Professeur Sébastien Guex, le 19 mars dernier, la conférence de presse réunissant le Conseil fédéral, la Banque nationale, la Finma, ainsi que Credit Suisse et UBS, avait quelque chose de symbolique. Qu'en avez-vous pensé? Si la crise de Credit Suisse, liée à ses nombreux scandales, était fort prévisible, je n'avais pas imaginé cette solution. Je me suis dit que la bourgeoisie suisse finirait par sauver Credit Suisse, parce que la banque a été pendant plus d'un siècle le vaisseau amiral de la flotte suisse, le symbole de la place financière nationale et des élites économiques helvétiques, zurichois notamment. Or, finalement, le Conseil fédéral a fait le choix de liquider Credit Suisse en l'offrant, littéralement, à UBS. C'est un symbole fort.

Faisons un pas en arrière. Dans quel contexte est né Credit Suisse?

Nous sommes en 1856. La guerre du Sonderbund, en 1847, avait fait naître un Etat beaucoup plus centralisé, dominé par les milieux industriels et commerciaux. Cette bourgeoisie voulait maintenir le rôle de la Suisse comme lieu de transit et de commerce à un niveau européen. Il y avait pourtant un problème: la construction des chemins de fer en Europe risquait de contourner la Confédération et ainsi de l'isoler. Il fallait donc construire rapidement des chemins de fer en Suisse et, pour ce faire, d'énormes capitaux étaient nécessaires. Ainsi, pour attirer cet argent, notamment des capitaux étrangers, on avait besoin d'un grand institut bancaire capable d'inspirer suffisamment confiance pour emprunter les fonds nécessaires à la réalisation des chemins de fer. Voilà donc la création de Credit Suisse.

L'image de la banque est liée à Alfred Escher, une figure qui incarnait le pouvoir économique et politique de l'époque. Qui était-il?

Alfred Escher était un homme qui avait réussi à se mettre dans tous les lieux de pouvoir, à la fois politique, économique, culturel et symbolique. Un document l'atteste clairement: celui concernant la construction de la principale ligne de chemins de fer suisse de l'époque. Le document comporte plusieurs signatures parmi lesquelles un nom domine: Alfred Escher, président du Conseil d'Etat

zurichois, président du conseil d'administration de la société promotrice, Schweizerische Nordostbahn, président de la banque qui finance la construction, Credit Suisse, et président du Conseil national. L'incarnation du pouvoir, un *Bundesbaron*, un baron de la Confédération, comme l'appelaient ses opposants politiques.

Au début, Credit Suisse était très lié à l'industrialisation de la Suisse. Y a-t-il d'autres exemples au-delà des chemins de fer?

Oui, la banque va créer une société d'assurance, la Rentenanstalt, aujourd'hui Swiss Life. Elle va aussi créer plusieurs sociétés financières en partenariat dont la plus connue est Elektrobank. Celle-ci accordera des crédits à des entreprises de production d'électricité à l'étranger à condition que ces sociétés commandent leur matériel électrique à Brown Boveri, aujourd'hui ABB, ou à d'autres entreprises suisses de production de matériel électrique.

Quand la banque commence-t-elle à se spécialiser dans la gestion de fortune des riches étrangers?

Il y a un moment très important qui est la guerre franco-allemande de 1870-1871. Ce conflit a poussé beaucoup de Français et d'Allemands à transférer leur fortune en Suisse. Tout à coup, Credit Suisse et les autres banques helvétiques réalisent qu'elles peuvent faire beaucoup de profits dans ce secteur, sur lequel elles décident de se focaliser: la gestion de la fortune de la bourgeoisie et de l'aristocratie internationales. Cette volonté a des conséquences très importantes.

Lesquelles?

Les dirigeants de Credit Suisse et des milieux bancaires en général vont œuvrer dans le sens de la transformation de la Suisse en paradis fiscal international. Afin de favoriser le créneau très rentable de la gestion de fortunes étrangères frauduleuses, les banques vont faire pression pour transformer la législation suisse. Cela est fondamental pour comprendre l'évolution de la place financière suisse au cours du XX^e siècle et la crise actuelle.

Quelle a été alors la réaction des Etats étrangers?

En 1907, le Gouvernement français veut obtenir de la Suisse la signature

d'un traité international pour que les autorités fiscales puissent se renseigner les unes les autres. La Suisse refuse cette proposition qui aboutira seulement 110 ans plus tard avec l'introduction de l'échange automatique d'informations. Face au *niet* de la Confédération, la France va durcir le ton. En 1932, quatre cadres d'une des grandes banques suisses de l'époque - la Basler Handelsbank - sont arrêtés à Paris avec des listes de comptes et de noms où figurent des politiciens, des industriels ou des militaires. Les autorités françaises bloquent les avoirs de la banque en France et demandent la liste des clients à la Suisse, un peu comme les Etats-Unis l'ont fait plus récemment avec UBS. La banque hésite à accepter la requête française pour pouvoir continuer à travailler en France, mais si elle avait autorisé le transfert des noms, le paradis fiscal suisse aurait perdu beaucoup de sa crédibilité. Le Conseil fédéral et la Banque nationale suisse ont donc exercé une grande pression vis-à-vis de la Basler Handelsbank pour l'empêcher de livrer cette liste. La banque suivra ces consignes, mais elle sera si affaiblie qu'elle disparaîtra une dizaine d'années plus tard.

Le secret bancaire n'était-il pas encore inscrit dans la loi à ce moment-là?

Non, c'est justement à la suite de cette affaire que, en 1934 sous l'impulsion des milieux bancaires, le Parlement suisse adopte le fameux article 47 qui bétonne le secret bancaire dans la loi. A partir de ce moment, les gouvernements étrangers ne pourront plus faire pression sur les dirigeants bancaires suisses pour qu'ils livrent des noms, car cette démarche entraînerait une violation de la loi suisse. D'un point de vue du droit international, on ne peut pas demander à un citoyen de violer la loi de son propre pays.

Ainsi la Suisse devient un paradis fiscal. Ce n'est pas seulement l'argent de la fraude qui arrive dans nos frontières, mais aussi celui du crime. Comment l'expliquez-vous?

Au niveau international, la place financière suisse est un leader incontestable dans la gestion de fortunes étrangères. Il n'y a presque pas de concurrence dans ce secteur qui est très rentable, notamment quand il s'agit d'argent gris ou noir. Mais à

l'intérieur de la Suisse, les banques sont en concurrence les unes avec les autres. Il y a plusieurs grandes banques, des banques privées ainsi que d'importantes banques cantonales. Pour faire face à cette concurrence et gagner plus de clients, les banques doivent prendre plus de risques. Conséquence: elles vont être moins regardantes face à l'argent du crime. De ce fait, la Suisse devient un pays refuge non seulement pour les capitaux étrangers cherchant à échapper à leur fisc national, mais devient aussi un centre de blanchiment d'activités illicites et criminelles.

Cette concurrence est-elle responsable des scandales qui ont touché la place financière ces dernières décennies?

Cette concurrence mène à une spirale dangereuse. Les banques jouent un jeu dangereux où il est question de s'approcher d'une ligne rouge sans jamais la dépasser et sans jamais savoir exactement où elle se trouve. En risquant par ailleurs de mettre en péril non seulement sa propre banque, mais aussi toute la place financière suisse.

Un des scandales les plus connus a été celui de Chiasso. Credit Suisse accusait alors une perte de 250 millions de francs à cause d'opérations non autorisées au sein de sa filiale tessinoise et liées à la fuite de capitaux italiens et leur blanchiment. Credit Suisse avait-il franchi la ligne rouge?

Il faut analyser cela dans cette dynamique de concurrence. Credit Suisse a été la principale banque suisse jusqu'à la Première Guerre mondiale. Durant l'entre-deux-guerres, elle est en concurrence avec les Bâlois de SBS. A partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, un nouvel acteur très agressif et qui s'approche très près de la ligne rouge, apparaît: UBS. Avec ce troisième concurrent, Credit Suisse commence à prendre des risques un peu plus grands, jusqu'au scandale de Chiasso.

Quel parallèle tirer avec ce qui se passe actuellement?

Dans les décennies qui suivent, Credit Suisse reste tranquille, mais c'est UBS qui franchit la ligne rouge en 2008. A partir de ce moment, UBS devient plus prudent et Credit Suisse commence à devenir de plus en plus agressif. On le voit par exemple avec

les «Suisse secrets», d'où émergent des dizaines d'exemples de clients problématiques pour lesquels la banque a fermé les yeux. Ils se sont approchés de plus en plus de cette ligne rouge. La banque l'a même dépassée, comme le montrent les grands scandales qui l'ont touchée et qui l'ont finalement menée à sa chute.

Il y a eu des scandales liés à des clients criminels, mais aussi des investissements très risqués. Comment l'expliquez-vous?

Si vous êtes spécialisé dans la fraude fiscale internationale et dans le blanchiment d'argent, vous avez des sommes énormes sous gestion. Il faut donc pouvoir investir cet argent. C'est ainsi qu'intervient la banque d'investissement qui choisit où placer l'argent, souvent dans une dynamique de spéculation à haut risque. Déjà après la Seconde Guerre mondiale, les banques suisses se sont développées de plus en plus comme des banques d'affaires, un secteur également très concurrentiel et qui peut rapporter énormément d'argent. On peut dire que Credit Suisse a cumulé les deux risques: celui sur l'origine de l'argent et celui sur les investissements. Les scandales sont survenus dans ces deux domaines et, cumulés, ont détruit la réputation de l'établissement.

Après la crise d'UBS en 2008, la politique a essayé d'améliorer les dispositifs pour empêcher de telles situations. Tout a été inutile...?

Ils ont durci les critères de liquidité et c'est tout. Le jour avant la fusion forcée de Credit Suisse avec UBS, tout le monde disait que Credit Suisse n'avait aucun souci de liquidité. Encore une fois, le problème ne se situe pas là. Il se situe dans la culture du risque. Il ne fallait pas être devin pour voir que celle de Credit Suisse était pourrie, comme l'a récemment déclaré le banquier Thierry Lombard. Une culture pourrie donc et, j'ajouterais, structurelle inhérente à la place financière suisse. Cela pourrait être contrôlé par exemple en donnant beaucoup plus de moyens à la Finma, mais alors on mettrait en danger l'ensemble de la place financière et son modèle. Le modèle du paradis fiscal suisse. ■

Article paru dans *Area*, le 7 avril 2023.